

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

RECONNAISSANCES SUBAQUATIQUES DE LA PORTE AMONT
DU BASSIN DE COMMERCE DU PORT DU TREPORT EN VUE
DE SON REMPLACEMENT

Réf.marché : CCIR-LHDF-2024-31

PREAMBULE

L'objet du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services – publié au Journal officiel de la République Française n°0078 du 1er avril 2021 et modifié par arrêté du 29 décembre 2022 – publié au Journal officiel de la République Française n°0303 du 31 décembre 2022), auquel il est fait référence, les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement de l'opération.

Le marché est composé d'un lot unique.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur le fait que toutes les stipulations dudit C.C.A.G. sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le C.C.A.P.

En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir de méconnaître les dispositions du C.C.A.G. FCS.

Toute notification s'effectue à l'adresse indiquée par le titulaire à l'acte d'engagement. Dans le cas où plusieurs adresses y sont mentionnées, les notifications sont effectuées à l'adresse de l'agence qui exécute les prestations (à l'agence mandataire, en cas de groupement).

ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

Le pouvoir adjudicateur et coordonnateur est la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE située :

299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable

La CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, en tant que concessionnaire du Port du Tréport, agit en entité adjudicatrice dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION ET DISPOSITIONS GENERALES

2.1-objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de reconnaissances subaquatiques de la porte amont du bassin de commerce du port du Tréport en vue de son remplacement.

La description des prestations est indiquée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les modalités d'exécution précisées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP.)

2.2-procedure de passation et forme du marché

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Le marché sera traité à prix global et forfaitaire, par application du montant indiqué dans l'acte d'engagement.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

2.3 –Durée

La durée du marché est de 12 semaines, à compter de sa notification au titulaire.

Le délai d'exécution des prestations est de 8 semaines, conformément au planning transmis en annexe, comprenant 3 semaines de préparation.

2.4-Allotissement

Le marché est composé d'un lot unique. En effet, la décomposition en lot complexifierait techniquement l'exécution des prestations et serait plus coûteux.

Les candidats sont tenus de répondre à l'intégralité du lot, à défaut, leur offre sera jugée irrégulière.

2.5 –Modification du marché

Conformément à l'article R 2194-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui seraient devenues nécessaires. Conformément à l'article R 2194-3 du Code de la commande publique, le montant de la modification prévue à l'article R. 2194-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

Le pouvoir adjudicateur peut également modifier le marché sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles, conformément à l'article R2194-7 du CCP. En tout état de cause, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial conformément à l'article R2194-8 du CCP.

2.6 –Clause de réexamen

2.6.1 Circonstances imprévisibles

A - Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités

En cas d'évènements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué.

Cela n'est envisageable que pour les bons de commande, les prestations en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

B - Ajout de prestations liées à des circonstances imprévisibles

Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant, un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués ou si ces mesures engendrent un nouveau prix.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour évènements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

2.6.2-Ajustement des prestations

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'évènements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

ARTICLE 3. DOCUMENTS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes :

Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✎ Acte d'Engagement,
- ✎ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- ✎ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- ✎ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS) en vigueur,
- ✎ Les actes d'exécution et modificatifs éventuels,
- ✎ Le planning
- ✎ L'offre technique du candidat

Les documents conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Le titulaire se devra de respecter les normes et lois en applications, bien que celles-ci ne soient pas nécessairement énumérées au présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

3.2 Documents non contractuels

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Décomposition du prix global et forfaitaire.
- Les plans

3.3 Pièces générales

- Code de la commande publique,
- Règlementation en vigueur.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS

4.1- obligations des parties

A. Représentants des parties

a. Représentant de l'acheteur

Dans le délai de 15 jours suivant la notification du marché, l'acheteur désigne les personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire, en sus du référent de la Direction des Achats. Ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Ces échanges ne sont pas contractuels. Si un interlocuteur change, le représentant du pouvoir adjudicateur en avertit immédiatement le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

b. Représentant du titulaire

La prestation sera suivie par la personne nommément désignée dans le mémoire technique, à défaut, par la personne désignée par le titulaire dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché. Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai au Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le ou les remplaçant(s) doit / doivent présenter au minimum le même niveau de compétence et assurer le même suivi des prestations ainsi que leur qualité que l'équipe affectée par le titulaire dans son offre technique. En cas de manquement de ce représentant, constatée par le représentant du pouvoir adjudicateur notifié au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, son remplacement

B. Programme de réalisation des prestations

Les prestations se déroulent conformément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) du présent marché.

La prestation sera suivie par la personne nommément désignée dans le mémoire technique, à défaut, par une autre personne physique désignée par le titulaire dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché. Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai au Pouvoir Adjudicateur. Cet interlocuteur présente au minimum le même niveau de compétence, d'expérience professionnelle et assure le même suivi des prestations ainsi que leur qualité, que celui présenté à l'offre technique du titulaire.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés dans son mémoire technique.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise ni altérée.

Le titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

C. Informations et conseils

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

D. Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs éventuels.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire :

- à la résiliation du marché et ce, par dérogation à l'article 41 du C.C.A.G. FCS, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts
- Applications des pénalités définies à l'article au CCAP

E. Connaissance des éléments afférents à l'exécution de le marché

Le titulaire est réputé :

- Avoir apprécié la nature, l'importance et les particularités de l'objet de la mission
- S'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du représentant de la personne publique.

F. Réunions

A l'initiative de la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, une réunion préalable au démarrage du contrat pourra être organisée. Cette réunion, s'effectuera en priorité en présentiel dans les locaux du port du Tréport, mais pourra être effectuée par téléphone ou visioconférence. Afin d'assurer un suivi et en cas de nécessité pour pallier des difficultés, des réunions mensuelles durant l'exécution du marché pourront ensuite être organisées, celles-ci seront effectuées principalement en visio conférence ou téléphone pour le suivi et en présentiel pour des difficultés à solutionner.

La réunion de préparation et les réunions d'exécution ne donneront lieu à aucun surcoût et font parties intégrantes de l'offre de prix du titulaire.

G. Protection des données personnelles

Pendant toute la durée du marché et pour en assurer la bonne exécution, le titulaire du marché sera amené à traiter des données personnelles pour le compte de la CCI. Le titulaire du marché s'engage à :

- Traiter les données personnelles uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché
- Procéder au traitement dans le strict respect des instructions de la CCI et en toute conformité aux lois et réglementations applicables en matière de protection des données personnelles, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD)
- Prendre toutes les mesures requises pour assurer la sécurité des données personnelles
- Informer la CCI de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du marché
- Tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la CCI
- Mettre à la disposition de la CCI la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations du titulaire du marché en matière de protection des données personnelles

Il appartient à la CCI d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché doit aider la CCI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché est tenu d'en informer la CCI par courrier électronique dans les meilleurs délais.

Le titulaire du marché notifie à la CCI toute violation de données personnelles dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique. La notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CCI, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Au terme du marché, le titulaire du marché s'engage à détruire toutes les données personnelles dans un délai de 30 jours. Il informe la CCI par courrier électronique de la bonne exécution de son obligation de destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire du marché s'expose à une amende administrative et à des sanctions pénales.

H. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois pour l'attestation URSSAF, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

I. Réparation des dommages

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

4.2 – propriété intellectuelle

Le titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats de la prestation. En outre, il ne peut pas communiquer les résultats des prestations à des tiers, que ce soit à titre gratuit ou onéreux.

Dans les conditions des articles 34 à 37 du CCAG FCS.

La propriété intellectuelle porte sur les résultats de l'ensemble des prestations au marché et notamment l'ensemble des supports et livrables transmis.

Dans le cadre de la réalisation des prestations du présent marché, la CCI sera propriétaire de tout support et livrable transmis.

La CCI est réputée cessionnaire des droits patrimoniaux afférents à toutes les prestations intellectuelles objets du présent marché. Les parties conviennent que la CCI aura la propriété pleine et entière des supports/livrables réalisés par le titulaire dans le cadre des prestations réalisées. Sont entendus tous livrables produits dans le cadre du présent marché, quel que soient leur nature, leur forme et leur support.

A ce titre, la CCI dispose de toute latitude pour utiliser librement tout élément produit par le titulaire.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

5.1 Qualité

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques, les normes ou spécifications applicables étant en vigueur à la date de notification du marché.

5.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations auront lieu sur le port du Tréport.

5.3 Dématérialisation du suivi

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, mail (acte modificatif, information etc.) ou via son profil acheteur (remise en concurrence) selon les cas. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

ARTICLE 6. CONTROLE DES PRESTATIONS

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'issue de l'exécution des prestations par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à fournir à celui-ci l'ensemble des livrables prévus aux CCTP, à la date prévue dans le planning contractuel.

Les opérations de vérifications se feront conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage à procéder aux corrections nécessaires en cas de réserves émises par le représentant du pouvoir adjudicateur lors de la validation des livrables, dans un délai maximum de cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de la demande de correction transmise par le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7. FORME, MODALITES, DETERMINATIONS ET VARIATION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro « M0 », c'est-à-dire mois de la remise des offres.

7.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par le Pouvoir Adjudicateur. Le taux de TVA est celui en vigueur à la date du fait générateur de ce dernier.

Une sous-estimation de la part du candidat concernant une tâche ne pourra donner lieu à aucune majoration de prix.

7.2 Modalité et détermination des prix

Le marché est traité à 2 chiffres après la virgule maximum.

Le marché sera traité à prix global et forfaitaire, indiqué dans l'acte d'engagement.

7.3 Forme du prix

Le Mois M0 est le mois de la date limite de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public.

Le prix du marché est ferme et définitif.

Toutefois, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, ils seront actualisés selon les modalités ci-dessous.

$$Pa = Po \times [Im-3/Io]$$

Où

Pa	Prix actualisé
Po	Po = prix initial du contrat
I	Indice ou index de référence défini ci-dessus
Io	Valeur de l'indice ou index au mois M0
Im-3	Valeur de l'indice ou index à la date de début d'exécution des prestations moins 3 mois
I	indice INSEE coût horaire du travail révisé (ICTrev-TS activités spécialisées, scientifiques, techniques) - troisième trimestre 2022

Les prix actualisés sont alors fermes pour la durée totale du marché.

La demande d'actualisation des prix devra être réalisée auprès de la Direction des Achats à l'adresse suivante : achats@hautsdefrance.cci.fr, celle-ci devra être transmise avant démarrage des prestations.

En cas de disparition de l'indice choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, l'actualisation du prix se trouverait de plein droit indexé sur ce nouvel indice ou index et le passage de l'ancien indice ou index au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

Dans le cas où l'indice ou index choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou d'index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice similaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

ARTICLE 8. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, toutes les pénalités définies ci-dessous sont cumulables entre elles et sont dues dès le premier euro, sans mise en demeure préalable et sans plafond :

8.1 Pénalités pour retard dans la réalisation des prestations

Sauf stipulation écrite du représentant du pouvoir adjudicateur, la présence du titulaire est systématiquement requise aux réunions régulières et aux réunions spécifiques aux champs de son intervention. En cas d'absence, le titulaire encourt, sans

mise en demeure, une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) euros par absence constatée par le représentant du pouvoir adjudicateur. Sera considérée comme absente, l'entreprise (ou le groupement) représentée par une personne incompétente ou insuffisamment au courant de l'avancement de la mission.

8.2 Pénalités pour absence de présentation de document ou de renseignements

En cas de non présentation de documents ou de renseignements demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur durant l'exécution du marché public, il sera appliqué une pénalité de cent (100) euros par jour calendaire de retard, constaté par le représentant du pouvoir adjudicateur, à compter de la date de réception de la mise en demeure ou de la date du compte rendu qui en fait mention.

8.3 Pénalités pour retard de transmission des livrables

Si le délai de remise des livrables n'est pas respectée du fait du titulaire, sauf conditions déterminées à la section précédente du présent document, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable des pénalités de cent cinquante (150) euros par jour calendaire de retard constaté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

8.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de le marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant HT de le marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

8.5 Pénalités pour manquement à l'obligation de discrétion professionnelle

En cas de manquement à l'obligation de discrétion professionnelle par l'un de ses intervenants ou collaborateurs, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 150 €.

Ces dispositions ne font pas obstacles aux éventuelles poursuites et sanctions pécuniaires qui pourraient être mise en œuvre du fait de ce manquement.

8.6 Pénalités pour défaut de transmission d'information

La pénalité forfaitaire est de 50 € par constat réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 9. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la

décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 10. RESILIATION

Les dispositions du Chapitre VII du CCAG-FCS (articles 38 à 45) s'appliquent.

Si les prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire.

ARTICLE 11. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 12. AVANCES ET ACOMPTE

12.1 Avance

Néant.

12.2 Acompte

Suivant articles R2191-20 à R2191-22 du Code de la Commande Publique.

Le mode de paiement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R. 2191-32.

Le paiement fait l'objet d'acomptes, sur présentation des demandes de paiement par le titulaire, selon la répartition suivante : acomptes mensuels. Suite à la notification de la réception des prestations, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur une demande de paiement correspondant au paiement du solde indiquant les prestations réellement exécutées.

ARTICLE 13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE RESULTANT DES LOIS ET REGLEMENTS RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL - DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification de le marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCI de région Hauts-de-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de groupement momentané d'entreprises, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du groupement.

ARTICLE 14. REGLEMENT DES LITIGES

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, le pouvoir adjudicateur et le titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

La juridiction compétente pour régler tout différend ou incident relatif au présent marché est le tribunal administratif de Lille :

<p>Tribunal Administratif de Lille 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 Lille Cedex Tél. : 03 59 54 23 42 Fax : 03 59 54 24 45</p>

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr ».

ARTICLE 15. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le titulaire notifiera sans délai au pouvoir adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 16. MODALITES DE FACTURE ET DE PAIEMENT

Les prestations seront réglées par acompte mensuel, après réception de la facture.

Les factures devront comporter les indications suivantes :

- ☞ La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et pouvoir adjudicateur) ;
- ☞ n° du marché situé en page de garde du présent document
- ☞ Références bancaires
- ☞ Le numéro et l'intitulé de la consultation
- ☞ Le projet, le lieu et l'opération concernée
- ☞ Le taux et le montant de la TVA
- ☞ Le montant total des prestations réalisées
- ☞ La date de la facturation

A défaut de trouver ces renseignements sur les factures, le règlement ne pourra être effectué.

Elles seront établies et envoyées sur chorus.

Le règlement des factures s'effectuera dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures par virement bancaire. Pour cela, le candidat mentionne dans l'acte d'engagement ses coordonnées de compte bancaire.

Les demandes de paiement électroniques :

L'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier progressif d'application de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination des collectivités territoriales.

Dans tous les cas, les factures électroniques pourront être déposées, à compter du 1er janvier 2017, sur le portail Chorus Portail Pro 2017.

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

ARTICLE 17. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG-FCS
- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS